

Les retraité.e.s aux Finances ont toutes les raisons d'être dans l'action le 2 décembre 2025 !

Les médias dominants véritables leviers de la propagande guerrière au service du capitalisme veulent nous persuader que les peuples européens sont au bord d'une troisième guerre mondiale. Le gouvernement et ses alliés osent tout jusqu'à envoyer en éclaireur le chef d'état-major des armées (ex-chef de l'état-major particulier du président de la République française) nous faire la leçon et nous préparer à « perdre nos enfants ».

Depuis des années la stratégie de la culpabilisation des travailleurs et travailleuses et donc des retraité.e.s est utilisée pour mettre au pas les résistances, les mobilisations et les luttes. Il n'y pas un mois où un nouveau bouc émissaire ne sorte du chapeau !

La dette du budget de l'état ou de la sécurité sociale c'est la faute des retraités qui ne paient pas assez d'impôts, des immigré.e.s qui fraudent l'assurance maladie, des malades en longue durée qui abusent de la solidarité et des salarié.e.s qui ne travaillent pas assez.

Sébastien Lecornu et Emmanuel Macron, aidés par les droites et l'extrême droite, aggravent l'austérité vécue par des millions de jeunes, de salarié.e.s, de retraité.e.s, de privé.e.s d'emplois. Les inacceptables budgets 2026 prévoient des dizaines de milliards d'euros d'économie qui continueront d'affaiblir considérablement la capacité de l'État, des collectivités territoriales et de la Sécurité Sociale pour répondre aux besoins des populations.

A l'inverse notre Fédération des finances CGT et notre Union Fédérale des retraité.e.s portent des projets de lois de finances favorisant le progrès social et la bifurcation écologique, avec une réelle planification, une augmentation et une réorientation des recettes budgétaires au service de l'intérêt général :

- L'abrogation de la réforme des retraites ;
- Augmentation des salaires et des pensions ;
- Maintien du Code des pensions civiles et militaires de l'Etat et retour de la péréquation pour les retraité.e.s fonctionnaires ;
- Égalité salariale entre les femmes et les hommes ;
- Contrôle et conditionnement des aides publiques aux entreprises (211mds d'euros) ;
- Réforme en profondeur de la fiscalité ;
- Pour une autre création monétaire via le pôle public financier ;

Ne nous laissons pas faire, l'heure est à l'action et à la lutte.

Toutes et tous dans les mobilisations du 2 décembre 2025 !